

Paru dans *Lignes*, n° 59 : « Les Gilets jaunes : une querelle des interprétations », mai 2019, pp. 67-84
<https://www.editions-lignes.com/LES-GILETS-JAUNES-UNE-QUERELLE-DES-INTERPRETATIONS.html>

7 thèses pour en finir avec la gauche radicale en France

Philippe Corcuff

Ce qu'on appelle « la gauche radicale » en France constitue une hybridation à partir du début des années 1990 entre une partie de « l'extrême gauche » soixante-huitarde (principalement ce qui tournait autour de l'ancienne Ligue Communiste Révolutionnaire) et des secteurs de la gauche classique (PS et PC) comme des Verts, à laquelle on peut ajouter des forces syndicales (l'Union syndicale Solidaires...) et associatives (Attac, Fondation Copernic...) ainsi que des médias critiques (*Le Monde diplomatique*, *Politis*...) sur la base d'une perspective de rénovation de la gauche face à la double crise du communisme stalinisé et de la social-démocratie néolibéralisée. Un de ses points d'émergence apparaît être le lancement du Manifeste « Refondations » à l'initiative de l'ancien ministre communiste Charles Fiterman en avril 1991. On a d'abord parlé de « gauche anti-libérale », qui va être tendanciellement divisée par la suite en « gauche radicale » et « souverainisme de gauche » (qui, lui, va plus ou moins développer des liens avec un « souverainisme » de droite, voire d'extrême droite), avec des passerelles maintenues entre ces deux pôles. Son histoire est jalonnée par quelques moments forts symboliquement : la campagne pour « le non de gauche » au Traité de Maastricht en 1992, *La misère du monde* sous la direction de Pierre Bourdieu en 1993, le mouvement social de l'hiver 1995 (dont « l'appel Bourdieu » de soutien aux grévistes et aux manifestants opposé à « la pétition *Esprit* » du côté de la CFDT de Nicole Notat et du Premier ministre Alain Juppé) et dans son sillage le développement des syndicats SUD (le premier syndicat SUD, SUD PTT, ayant été créé en 1988 suite à des exclusions de la CFDT), la création de l'association altermondialiste Attac et de la Fondation Copernic en 1998, *Le nouvel esprit de capitalisme* de Luc Boltanski et Ève Chiapello en 1999, *Empire* de Michael Hardt et Antonio Negri en 2000... jusqu'à la campagne pour « le non de gauche » au Traité constitutionnel européen (TCE) en 2005 et le mouvement social victorieux contre le Contrat Première Embauche (CPE) en 2006. J'ai participé à ces combats, successivement au sein de la gauche du PS, du Mouvement des citoyens, de la gauche des Verts, de SUD Éducation, d'Attac, de la Ligue communiste révolutionnaire, du Nouveau parti anticapitaliste... Je suis toujours membre de la Fédération syndicale SUD Éducation (depuis 1996) comme du Conseil scientifique d'Attac (depuis décembre 2002) et, depuis février 2013, je suis militant de la Fédération anarchiste. L'enjeu était de taille : réinventer la gauche dans le contexte des duretés du capitalisme néolibéral après les impasses incarnées par les deux piliers politiques de la gauche au XX^e siècle au niveau international, le communisme stalinien et la social-démocratie : l'autoritarisme, voire le totalitarisme, des diverses variantes de « stalinisme » massivement actés par la chute du Mur de Berlin en 1989 et la conversion néolibérale de larges pans de la social-démocratie sous la forme d'un *social-libéralisme* à partir du début des années 1980.

Après plus d'un quart de siècle d'existence, d'espoirs, de patinements successifs et de bricolages décevants, cette gauche radicale apparaît avoir déjà « épuisé sa force propulsive » selon la formule du dirigeant communiste italien Enrico Berlinguer en 1981 à propos de la Révolution d'Octobre 1917, dans une incapacité à réinventer la gauche. Les formes prises par le soutien public, unilatérales et peu (ou pas) critiques, apporté au mouvement des « gilets jaunes », composite socialement, idéologiquement et politiquement, par la plupart des organisations de la gauche radicale (PCF, La France insoumise, Ensemble !, Fondation Copernic, Attac, Solidaires, NPA...) et libertaire (Alternative Libertaire, Fédération Anarchiste, Organisation communiste libertaire, CNT), comme de secteurs à gauche de la gauche radicale (comme le site Lundi matin) ou d'espaces critiques dans la presse (comme Mediapart), ainsi que par la très grande majorité des intellectuels radicaux se situant à gauche et s'étant exprimés publiquement, constituent un des indices de cet épuisement mortifère de la gauche radicale française des années 1990. Il est vraisemblablement temps d'en finir avec cette gauche radicale et de passer à autre chose. Pour ce faire, il faudrait lever le nez du guidon, se détacher du zapping *présentiste*, selon l'expression de l'historien François Hartog¹, propre à la tyrannie des immédiatetés médiatiques, des agitations politiciennes sans lendemain et des modes militantes successives et vite oubliées, en tentant de ressaisir de manière plus globale certaines caractéristiques de notre moment historique. Pour voir plus clairement dans cette déroute annoncée et pourtant peu visible aux yeux mêmes de ses protagonistes, je livrerai à la discussion de celles et ceux qui s'intéressent à l'avenir de la critique sociale émancipatrice sept thèses concises et même abruptes sur la disparition à la fois probable et souhaitable de la gauche radicale en France. Cela synthétise sous une forme provisoire et partielle mes contributions en cours² à la reconfiguration d'une boussole critique et émancipatrice en des temps brouillés et troubles.

1. Depuis la deuxième moitié des années 2000, nous connaissons en France, en Europe et dans d'autres pays du monde un moment politique et idéologique *ultra-conservateur* qui révèle à la fois des articulations et des tensions avec la phase néolibérale du capitalisme³. Il s'exprime notamment par une *extrême droitisation* idéologique, c'est-à-dire une tendance (non exclusive et variable en fonction des conjonctures) à l'aimantation des débats publics par des thèmes d'extrême droite. Par exemple, même des politiciens modérés sur les questions identitaires apparaissent à certains moments aimantés, comme dans le cas français François Hollande, avec la proposition avortée sur « la déchéance de la nationalité » suite aux attentats de novembre 2015, ou Emmanuel Macron, dans sa réactivation de la triade d'inspiration sarkozyste « identité nationale-immigration-laïcité » comme une des réponses au mouvement des « gilets jaunes » lors de son adresse aux Français du 10 décembre 2018. Car la promotion de thèses *identitaristes*, sous la forme de visions fermées de « l'identité nationale » et d'une essentialisation du « Peuple »,

¹ Dans F. Hartog, *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Paris, Seuil, 2003.

² Deux livres complémentaires de théorie politique, l'un sur le décryptage des tendances négatives de la période et l'autre sur l'exploration de possibles positifs, sont à paraître en 2019, *La grande confusion. Winter is coming* (Paris, Cerf), et 2020, *Réinventer l'émancipation. Contre les enfermements identitaires* (Paris, Don Quichotte).

³ Voir notamment Luc Boltanski et Arnaud Esquerre, *Vers l'extrême. Extension des domaines de la droite*, Bellevaux, Éditions Dehors, 2014, Jean-Loup Amselle, *Les nouveaux rouges-bruns. Le racisme qui vient*, Fécamp, Lignes, 2014, et P. Corcuff, *Les années 30 reviennent et la gauche est dans le brouillard*, Paris, Textuel, collection « Petite Encyclopédie Critique », 2014.

dans la triple opposition au caractère pluriculturel des sociétés concernées, aux migrants en général et à l'islam en particulier, plus ou moins associée en fonction des cas à une relégitimation de l'antisémitisme, occupe une place de choix dans l'ultra-conservatisme occidental actuel. Des organisations de droite extrême ou d'extrême droite dirigent les gouvernements dits « illibéraux » de Hongrie et de Pologne, mais participent aussi aux gouvernements autrichien, italien, norvégien et slovaque. Dans d'autres pays européens, l'extrême droite a fini par constituer une force importante pesant sur les débats publics en un sens anti-migrants et islamophobe : en Allemagne, en Belgique flamande, au Danemark, en Finlande, aux Pays-Bas, en Suède, en Tchéquie...et en France, où la candidate du Front national, devenu depuis Rassemblement national, a été qualifiée au second tour de l'élection présidentielle de 2017 et a obtenu 36,9 % des suffrages exprimés (10 638 475 voix, presque deux fois plus que son père en 2002). La sortie de la Grande-Bretagne de l'Union Européenne ou Brexit engagée par le référendum du 23 juin 2016 a été, entre autres, alimentée par des discours nationalistes et anti-migrants. Ailleurs, la droite extrême incarnée par Donald Trump a remporté la présidentielle américaine de 2016 et l'extrême droite de Jair Bolsonaro celle brésilienne de 2018. La possibilité d'un *postfascisme*, ayant des proximités (nationalisme, xénophobie...) et des différences (dont des usages ultra-conservateurs de thèmes républicains à la différence des années 30) avec les fascismes historiques, est ouverte à une échelle internationale⁴.

De larges pans de la gauche radicale sous-estiment ce contexte idéologique et politique en tendant à se focaliser sur le Mal principal, voire exclusif, que constituerait le néolibéralisme économique.

2. L'ultra-conservatisme nationaliste ne constitue qu'une des composantes importantes d'une galaxie éclectique plus large peuplée de conflits : la galaxie de l'*identitarisme*. L'identitarisme consiste en la focalisation politique sur une identité unique, homogène et fermée dans l'appréhension d'un individu, d'un groupe ou d'une société. Critiquer les identitarismes, ce n'est pas récuser toute place aux identités individuelles et collectives en politique, c'est mettre en cause les logiques de clôture identitaire à un niveau individuel et collectif. Ainsi d'autres modalités, différentes de l'ultra-conservatisme occidental, d'association entre autoritarisme (plus ou moins poussé), conservatisme et identitarisme (nationaliste et/ou religieux) constituent des forces politiques importantes de par le monde : les islamo-conservatismes variés plus ou moins autoritaires (des régimes politiques de l'Iran et des monarchies du Golfe aux formes plus *soft* d'islamisme dirigeant le gouvernement marocain ou participant au gouvernement tunisien, en passant par l'islamisme de plus en plus répressif du Turc Recep Tayyip Erdogan) comme ses formes les plus meurtrières (les djihadismes), le pouvoir incarné par Vladimir Poutine en Russie, les gouvernements de la droite radicalisée et colonisatrice sous l'autorité de Benyamin Netanyahou en Israël, ou le nationalisme hindou au pouvoir en Inde. Les identitarismes islamistes et djihadistes ont, par ailleurs, des échos dans des secteurs minoritaires des populations de culture musulmane ou récemment converties à l'islam en Occident⁵, en interaction avec les stigmatisations islamophobes dont sont

⁴ Sur l'hypothèse « postfasciste », voir P. Corcuff, *Les années 30 reviennent et la gauche est dans le brouillard*, op. cit., et Enzo Traverso, *Les nouveaux visages du fascisme*, conversation avec Régis Meyran, Paris, Textuel, collection « Conversations pour demain », 2017.

⁵ Voir Jean Birnbaum, *Un silence religieux. La gauche face au djihadisme*, Paris, Seuil, 2016.

l'objet les supposés « musulmans »⁶. Il existe également un identitarisme *national-républicain* (ou souverainiste) hexagonal qui tend à confondre République et France. C'est un identitarisme qui s'ignore comme tel en croyant détenir par nature les clés de l'universel, dénonçant nombre d'autres identitarismes comme « communautarismes » et souvent accompagné de tonalités islamophobes.

Les identitarismes constituent des culturalismes homogénéisant et figeant les cultures, à la différence du regard anti-essentialiste de larges secteurs des sciences sociales contemporaines les envisageant comme des dispositifs composites, mobiles, ouverts et métissés⁷. Le démographe Emmanuel Todd, figure intellectuelle médiatique de « la gauche antilibérale », entre national-républicanisme et gauche radicale, est toutefois un des rares chercheurs en sciences sociales aujourd'hui à se référer positivement aujourd'hui à une anthropologie culturaliste essentialisant les cultures⁸.

De larges pans de la gauche radicale sont peu ou pas conscients de ces phénomènes identitaristes et de ses dangers pour une perspective d'émancipation sociale à la fois individuelle et collective. Certains de ses secteurs entretiennent même des rapports réguliers avec le Parti des indigènes de la République (PIR), qui a évolué au cours du temps vers des thèses identitaristes dans la valorisation d'une identité collective positive homogénéisée à géométrie variable (les musulmans en France, les post-colonisés en France, l'islam en général, les post-colonisés dans le monde...)⁹. Le philosophe Norman Ajari, militant du PIR, revendique même, en positif, « un essentialisme décolonial »¹⁰. Le politiste Abdellali Hajjat parle justement à propos de ce type de constructions idéologiques d'« essentialisme inversé »¹¹, par rapport à l'essentialisme colonial et/ou l'essentialisme islamophobe. L'article élogieux d'Étienne Balibar dans *L'Obs* sur les thèses essentialistes de Norman Ajari¹² constitue un des signes de la complaisance de certains au sein de la gauche radicale vis-à-vis de l'identitarisme. L'incapacité de l'ensemble de la gauche radicale à mener un combat politique émancipateur contre les échos islamistes et djihadistes en France, en laissant le terrain libre aux amalgames islamophobes des conservateurs de gauche et de droite ainsi qu'aux politiques sécuritaires étatiques dites « antiterroristes », constitue un indice encore plus marquant et partagé d'une indifférence, au mieux, à l'identitarisme, avec au plus une critique de l'identitarisme...des autres.

⁶ Sur le cas français, voir Abdellali Hajjat et Marwan Mohammed, *Islamophobie. Comment les élites françaises fabriquent le « problème musulman »*, Paris, La Découverte, 2013.

⁷ Voir en sociologie Ann Swidler, « Culture in Action: Symbols and Strategies », *American Sociological Review*, volume 51, n° 2, April 1986, pp. 273-286, et en anthropologie J.-L. Amselle, *Logiques métisses. Anthropologie de l'identité en Afrique et ailleurs*, Paris, Payot, 1990.

⁸ Voir E. Todd, « La France n'est pas l'Allemagne, ce n'est pas germanophobe de le dire », entretien avec Philippe Cohen, *Marianne2.fr*, 13 décembre 2011, repris sur le Blog « L'Hermine Rouge », 8 janvier 2012, <<http://lherminerouge.over-blog.com/article-todd-la-france-n-est-pas-l-allemande-ce-n-est-pas-germanophobe-de-le-dire-96560432.html>>.

⁹ Voir P. Corcuff, « Indigènes de la République, pluralité des dominations et convergence des mouvements sociaux. En partant de textes de Houria Bouteldja et de quelques autres », site de réflexions libertaires Grand Angle, 9 juillet 2015, <<http://www.grand-angle-libertaire.net/indigenes-de-la-republique-pluralite-des-dominations-et-convergences-des-mouvements-sociaux-philippe-corcuff/>>.

¹⁰ N. Ajari, « Faire vivre son essence », site du PIR, 22 juin 2016, <<http://indigenes-republique.fr/faire-vivre-son-essence/>>.

¹¹ A. Hajjat, « Les dilemmes de l'autonomie : assimilation, indigénisme et libération », site Quartiers XXI, 7 octobre 2015, <<http://quartiersxxi.org/les-dilemmes-de-l-autonomie-assimilation-indigenisme-et-liberation/>>.

¹² É. Balibar, « Enquête sur l'expérience noire », *L'Obs*, n° 2832, 14 février 2019.

3. La gauche en général et la gauche radicale en particulier ont du mal à affronter les défis identitaristes, car elles ont largement perdu au cours de leur histoire un des pôles de la critique sociale émancipatrice issue des Lumières du XVIII^e siècle et des débuts du mouvement ouvrier du XIX^e siècle, à côté du pôle de la solidarité, de la justice sociale et du commun : l'individualité. Dans le cas de la France, on observe un secondarisation, voire une marginalisation, de la question de l'individu dans les grandes organisations politiques et syndicales de gauche, en dehors des courants libertaires, après la guerre de 1914-1918. Un « logiciel collectiviste », pour lequel la gauche serait principalement associée au collectif et l'individu à la droite et au capitalisme, va alors progressivement prédominer. Il sera même renforcé à partir des années 1990 dans le combat contre l'individualisation néolibérale à laquelle on va le plus souvent opposer exclusivement le commun, et non pas une alliance du commun et d'une autre conception de l'individu.

Sur la base de ce « logiciel collectiviste », les apports d'une lecture sociologique et relationnaliste (en termes de relations sociales) de l'individualité face à l'identitarisme ne peuvent pas être perçus. Or, ainsi sociologiquement appréhendée, l'individualité de chacun serait constituée d'un ensemble unique, hybride, dynamique et ouvert d'une diversité d'expériences collectives et d'appartenances ne pouvant se réduire à aucune d'entre elles. Afin de reformuler et d'élargir une pensée de l'émancipation face aux risques identitaristes actuels, il faudrait aller plus loin en valorisant des êtres individuels et collectifs singuliers ouverts à ce qui est *autre*¹³.

4. La gauche radicale est largement inconsciente d'une autre tendance du contexte idéologique qui ébranle un de ses piliers intellectuels : la dissociation de la critique sociale et de l'émancipation, du décryptage du négatif (exploitation, dominations, discriminations...) et du dessin de l'horizon possible d'un positif. Le lien critique sociale/émancipation a commencé à se stabiliser à la fin du XVIII^e siècle. Il a ensuite traversé les XIX^e et XX^e siècles à travers le mouvement ouvrier et socialiste, le féminisme, le mouvement anticolonial, l'antiracisme, le mouvement gay, etc. Cependant les liens sont en train de se défaire entre critique sociale et émancipation en notre début du XXI^e siècle dans une grande indifférence à gauche. Cette dissociation est d'abord un phénomène propre au champ politique, avec la crise des deux grands pôles qui ont porté la critique sociale émancipatrice au XX^e siècle : le communisme et la social-démocratie. Des évolutions propres au champ intellectuel sont apparues également propices à une telle crise du couple critique sociale/émancipation : ultra-spécialisation des savoirs académiques, poids de l'injonction de « neutralité axiologique » dans les sciences sociales actuelles (tout particulièrement en France), émiettement du sens et « déconstruction » tout azimut dans les pensées dites « postmodernes »... Or, ce décrochage tendanciel entre critique sociale et émancipation laisse davantage d'espaces libres aujourd'hui à des usages ultra-conservateurs de la critique sociale. Des indices empiriques ? Une enquête parue en 2016 des journalistes Dominique Albertini et David Doucet, *La Fachosphère. Comment l'extrême droite remporte la bataille du Net*¹⁴, ainsi que l'étude du sociologue Antoine Bevort sur les sites politiques les plus visités en octobre 2016 : le premier site est celui, « antisystème » et antisémite, animé par

¹³ Voir des pistes dans P. Corcuff, « Levinas-Abensour contre Spinoza-Lordon. Ressources libertaires pour s'émanciper des pensées de l'identité en contexte ultra-conservateur », *Réfractations. Recherches et expressions anarchistes*, n° 39, automne 2017, pp. 109-122.

¹⁴ Paris, Flammarion, 2016.

Alain Soral (8 millions de visites mensuellement) et le second est un site islamophobe, également hypercritique, Fdesouche (4,5 millions de visites mensuellement) ; les sites de gauche ne sont pas situés dans les dix premiers du classement¹⁵. La critique sociale structurelle du capitalisme comme d'autres modes de domination (domination masculine, colonialisme et postcolonialisme, racismes, hétérosexisme, domination étatique...) y est déplacée en critique superficielle à tonalités fréquemment conspirationnistes du « politiquement correct » qui va pouvoir s'accrocher au sexisme, à la xénophobie (anti-migrants, romophobie, islamophobie, antisémitisme...) ou à l'homophobie dans un cadre fréquemment nationaliste. La critique du « néolibéralisme », de « la mondialisation » (nommée « mondialisme »), des « banques », de « la finance », du « système » (notion à géométrie variable)...est largement passée du côté de la droite radicalisée et de l'extrême droite, le plus souvent en empruntant les tuyaux rhétoriques des théories du complot, auxquels la focalisation de certains discours de la gauche radicale sur « les lobbys » est déjà pré-adaptée. Cela a aussi des effets du côté des politiciens ultra-conservateurs les plus en vue : aux sommets de l'État, Nicolas Sarkozy hier et Donald Trump aujourd'hui incarnent un hypercriticisme « politiquement incorrect » contre « les élites », « l'establishment », « les médias », « les lobbys », « la pensée unique », « la bien-pensance »...

Pourtant, ce rapt ultra-conservateur de la critique est largement inaperçu de la gauche radicale, qui croit toujours en avoir un quasi-monopole.

5. Le moment actuel, tout particulièrement en France, se caractérise par un brouillage des repères politiques antérieurement stabilisés autour de l'opposition « droite »/« gauche », générateur de brouillard idéologique. Dans ce brouillard idéologique, des espaces que je qualifie de *confusionnistes* se sont constitués favorisant principalement l'extrême droitisation. Le confusionnisme se déploie dans des espaces rhétoriques et idéologiques permettant des passages confus et de plus en plus usités, parfois conscients et souvent non-conscients, entre des thèmes et des postures de gauche, de droite et d'extrême droite. Ce n'est pas quelque chose d'historiquement inédit, car des formes de confusionnisme ont aussi pu se développer dans les années 1930, par exemple en France avec ce qui a été appelé « les non-conformistes des années 30 »¹⁶, promoteurs de syncrétismes idéologiques pouvant associer, dans l'hostilité au libéralisme politique (associé au libéralisme économique), des bouts de catholicisme, de fascisme et de communisme. On observe toutefois une différence notable entre les années 1930 et la situation actuelle : le clivage gauche/droite était hier stabilisé, les thèmes de gauche s'adossant à des organisations politiques et syndicales puissantes, alors qu'il s'affaïsse aujourd'hui. Les domaines du confusionnisme s'étendent donc davantage que dans les années 1930.

Une partie des intellectuels de la gauche radicale a participé à la stabilisation d'intersections confusionnistes. À partir du début des années 2010, des auteurs de gauche radicale se sont orientés vers le thème d'une « solution nationale » face à une « Europe » et un « euro » diabolisés : les économistes Cédric Durand et Frédéric Lordon, le journaliste François Ruffin, le sociologue Razmig Keucheyan, le

¹⁵ A. Bevort, « Les trente sites politiques français ayant le plus d'audience sur le web », blog Mediapart, 21 octobre 2016, <<https://blogs.mediapart.fr/antoine-bevort/blog/211016/les-trente-sites-politiques-francais-ayant-le-plus-d-audience-sur-le-web-0>>.

¹⁶ Jean-Louis Loubet del Bayle, *Les Non-conformistes des années 30* [1^e éd. : 1969], Paris, Seuil, collection « Points Histoire », 2001.

philosophe Stathis Kouvelakis, l'essayiste Aurélien Bernier ou la radicale chic *Revue des Livres*. Les sorties cocardières et parfois germanophobes de Jean-Luc Mélenchon ont accompagné ces déplacements dans le champ politique. L'évolution de l'économiste Jacques Sapir vers la proposition d'une alliance Mélenchon-Le Pen à partir d'août 2015 a constitué une radicalisation de cette tentation nationaliste au sein de la gauche radicale. Dans un livre de philosophie politique, *Imperium*, Frédéric Lordon, l'intellectuel le plus populaire dans les différents secteurs de la gauche radicale aujourd'hui, notamment à cause de la position centrale de son blog sur le site du *Monde diplomatique* (La pompe à phynance, <https://blog.mondediplo.net/-La-pompe-a-phynance->), a donné quant à lui des tonalités identitaristes à ces bricolages idéologiques : il y pose « la nécessité de l'appartenance »¹⁷, en valorisant « l'appartenance nationale »¹⁸, dans le dénigrement de l'internationalisme et en particulier de la figure de « citoyen du monde »¹⁹. À un moment, son discours prend même des accents quasi-barrésiens en flirtant avec la primauté de « l'enracinement » : « la communauté politique totalement disséminée n'existe pas. [...] Car un moment il faut bien se retrouver »²⁰.

Une autre intersection confusionniste au sein de la gauche radicale a consisté dans la progression de l'équivalence relativiste entre le centre-droit néolibéral d'Emmanuel Macron et l'extrême droite au moment du second tour de la campagne présidentielle de 2017. Il y avait des raisons légitimes de ne pas voter pour Emmanuel Macron sans apparaître comme un « allié objectif » de l'extrême droite. Ce n'est donc pas le vote qui est visé là, mais la prolifération à gauche de la gauche de discours du type « Macron = Le Pen » sur internet, les réseaux sociaux ou dans la rue (les manifestations, notamment de lycéens, dans plusieurs villes le 27 avril 2017 avec le slogan « Ni Marine, ni Macron, ni patrie, ni patron »). Cela a été accompagné par les attermolements de Jean-Luc Mélenchon et les discours de mise en équivalence entre Le Pen et Macron par Philippe Poutou pour le NPA et Nathalie Arthaud pour Lutte Ouvrière. Une telle pente relativiste est radicalisée par l'éditeur Éric Hazan dans son soutien aux « gilets jaunes » quand il avance que, dans le combat anti-Macron, les militants d'extrême droite ne sont pas « pas vraiment » ses « amis » ; « mais un peu quand même »²¹, ouvrant ainsi la porte à des alliances pratiques et ponctuelles. Ces propos ont ensuite été justifiés de manière emberlificotée par l'historien des idées François Cusset exhibant son courage mondain face au « chantage électoral à la peste brune »²². Dans un récent livre, François Bégaudeau approfondit cette évolution qui déplace l'équivalence relativiste de la Présidentielle vers une préférence provocatrice pour l'extrême droite. Tenté de quitter la critique sociale structurelle pour les frissons du « politiquement incorrect », l'écrivain en vient à lancer goulûment qu'il « déteste davantage Macron » que Marine Le Pen²³, en ne se sentant pas « concerné » par une éventuelle « victoire de Le Pen »²⁴, et qu'il se sent plus « proche » d'Éric Zemmour, à cause de son « analyse de classes », que de

¹⁷ F. Lordon, *Imperium. Structures et affects des corps politiques*, Paris, La Fabrique, 2015, p. 38.

¹⁸ *Ibid.*, pp. 47-49.

¹⁹ *Ibid.*, p. 47.

²⁰ *Ibid.*, p. 190.

²¹ É. Hazan, « Paris n'est pas un acteur, mais un champ de bataille », entretien avec J. Confavreux, *Mediapart*, 7 décembre 2018, <<https://www.mediapart.fr/journal/culture-idees/071218/eric-hazan-paris-n-est-pas-un-acteur-mais-un-champ-de-bataille>>.

²² F. Cusset, « Un chantage électoral à la peste brune », *Le Monde* daté des 16-17 décembre 2018.

²³ F. Bégaudeau, *Histoire de ta bêtise*, Paris, Pauvert/Fayard, 2019, p. 20.

²⁴ *Ibid.*, p. 54.

Raphaël Enthoven²⁵. Le jugement de goût et les plaisirs de la profanation provocatrice remplacent la pensée critique structurelle en alimentant un confusionnisme politique brouillant un peu plus les repères d'une politique d'émancipation.

D'autres d'aspects, que je ne pourrai pas développer ici, ont rendu possible des intersections confusionnistes au sein de la gauche radicale : recours à des schémas conspirationnistes (dont Jean-Luc Mélenchon) ou relativisation de la critique du conspirationnisme (Frédéric Lordon...), diabolisation des médias mettant en arrière-plan le souci de pluralisme (encore Mélenchon, Lordon...), assimilation du libéralisme économique et du libéralisme politique (théorisé par Jean-Claude Michéa, mais aussi exprimé par Lordon), amalgames islamophobes (particulièrement autour du port du foulard musulman) pour certains (Mélenchon et Adrien Quatennens sur la syndicaliste étudiante Maryam Pougetoux en mai 2018) et relativisation de l'antisémitisme pour d'autres (Lordon dans *Le Monde diplomatique*²⁶), absence de vigilance face au retour public du mythe conspirationniste « Rothschild », vecteur historique d'un anticapitalisme antisémite, à partir de la campagne présidentielle de 2017, puis au sein du mouvement des « gilets jaunes », ambiguïtés vis-à-vis des migrants (encore Mélenchon, Lordon....)...

6. Les « gilets jaunes » constituent un mouvement particulièrement composite, sur le triple plan sociologique, idéologique et politique, aux figures changeantes en fonction des localités, des dispositifs de mobilisation (ronds-points, AG, manifestations) et au cours du temps. Deux des axes principaux du mouvement ayant fait l'objet d'un quasi-consensus national ont été : 1) la reconquête publique d'une dignité individuelle et collective au sein de secteurs des milieux populaires et des couches moyennes face aux injustices socio-économiques, et 2) l'aspiration à une démocratie plus horizontale et citoyenne. Mais ce mouvement qui, majoritairement ne se reconnaît pas dans le clivage gauche/droite, a eu des interactions et des intersections avec le climat idéologique confusionniste au sein duquel il s'est développé. Des franges minoritaires, mais significatives du mouvement, ont alors été affectées par des thèmes et des postures ultra-conservatrices : dérapages xénophobes, sexistes et homophobes aux débuts du mouvement en novembre 2018²⁷, actes antisémites jalonnant le mouvement des débuts²⁸ jusqu'à l'agression d'Alain Finkilekraut le 16 février 2019, schémas conspirationnistes à l'écho encore plus large²⁹, avec notamment les deux moments forts des fantasmes autour du

²⁵ *Ibid.*, p.37.

²⁶ F. Lordon, « Le complot des anticomplotistes », *Le Monde diplomatique*, octobre 2017.

²⁷ Voir Dan Israel, « "Gilets jaunes", pourquoi les trouve-t-on si gentils ? », Mediapart, 19 novembre 2018, <<https://www.mediapart.fr/journal/economie/191118/gilets-jaunes-pourquoi-les-trouve-t-si-gentils>>.

²⁸ Par exemple, un tweet antisémite été laissé en place sur un des principaux sites internet des « gilets jaunes » du 20 au 26 novembre 2018 : voir P. Corcuff, « Des "gilets jaunes" composites et des gauches embrumées : différences avec Mediapart », blog Mediapart, 3 janvier 2019, <<https://blogs.mediapart.fr/philippe-corcuff/blog/030119/des-gilets-jaunes-composites-et-des-gauches-embrumees-differences-avec-mediapart>>.

²⁹ Voir les résultats d'un sondage réalisé par l'institut IFOP pour la Fondation Jean Jaurès et Conspiracy Watch auprès d'un échantillon de 1760 personnes entre le 21 et le 23 décembre 2018 : parmi les personnes se définissant comme « gilets jaunes » (18% de la population française au moment de l'enquête) : 1) sur l'attentat djihadiste du 11 décembre 2018 à Strasbourg : une minorité est proche des thèses complotistes (42%), mais presque deux fois plus que l'ensemble de la population (23%) ; et 2) sur un ensemble de thématiques complotistes : au sein des personnes se définissant comme « gilets jaunes » 40% approuve 5 énoncés complotistes ou plus sur les 10

« Pacte de Marrakech », modalité de la théorie xénophobe du « grand remplacement », en décembre 2018, qui a corroboré la sensibilité de secteurs locaux des « gilets jaunes » aux discours anti-migrants, et délire après l'attentat djihadiste du 11 décembre 2018 à Strasbourg, vision homogénéisatrice du « Peuple » et consensualiste de la démocratie laissant peu de place au pluralisme et à la conflictualité³⁰... et même place du thème néolibéral de « la baisse des prélèvements obligatoires »³¹, que n'ont pas relevé les spécialistes de l'anti-libéralisme comme Attac et la Fondation Copernic (habituellement si chatouilleux pourtant sur ce thème !), tout à la légende du caractère intrinsèquement anti-libéral du mouvement. Par ailleurs, le Baromètre de la confiance politique du Cevipof, réalisé auprès d'un échantillon représentatif de 2116 français les 13 et 24 décembre 2018, avance que les « soutiens » aux « gilets jaunes » (59% des Français interrogés à ce moment-là) pencheraient davantage à l'extrême droite avec une hostilité marquée aux migrants et à l'islam : 44% de confiance en Marine Le Pen et 27% à Jean-Luc Mélenchon³². Face à ces composantes minoritaires et inquiétantes, organisations et intellectuels de la gauche radicale se sont le plus souvent installés dans le déni et ont bâti des légendes. Ils ont surjoué la tirade sur « l'événement historique » comme les métaphores historiques embellissantes (1789, Mai 68, 1995...), disserté sur « l'inédit » (par exemple, Edwy Plenel³³) en projetant leurs propres désirs (guère inédits) sur les complications du réel, fait comme si ce qui se regroupait de manière intéressante autour des « gilets jaunes de Commercy » était le cœur du mouvement et pas le pôle de gauche, minoritaire, du mouvement, minimisé les zones ultra-conservatrices (un appel de 250 chercheurs et enseignants-chercheurs parle de « composante marginale » opposée à « la nature » du mouvement³⁴), fourni des

proposés par le sondage, contre 21% dans l'ensemble de la population ; dans « Enquête complotisme 2019 : focus sur le mouvement des "gilets jaunes" », par Jérôme Fourquet, site Conspiracy Watch, 11 février 2019, <<https://www.conspiracywatch.info/enquete-complotisme-2019-focus-sur-le-mouvement-des-gilets-jaunes.html>>.

³⁰ Voir les critiques du politiste libertaire Samuel Hayat, soutien nuancé du mouvement, « Les Gilets jaunes et la question démocratique », site personnel, 24 décembre 2018, <<https://samuelhayat.wordpress.com/2018/12/24/les-gilets-jaunes-et-la-question-democratique/>>.

³¹ Dans un nouveau « Serment du Jeu de Paume » lancé le 13 décembre 2018 devant la salle du Jeu de Paume à Versailles, lieu symbolique de la Révolution de 1789, Priscillia Ludosky et Maxime Nicolle, deux figures initiatrices du mouvement des « gilets jaunes » et alors porte-parole du groupe Facebook « La France en colère », ont notamment déclaré : « Nous sommes épuisés par une pression fiscale colossale qui ôte à notre pays, à nos entrepreneurs, à nos artisans, à nos petits commerçants, à nos créateurs et travailleurs toute énergie pendant qu'une petite élite échappe constamment à l'impôt. » Et leur « serment » se termine ainsi : « nous faisons le serment de ne pas nous séparer avant d'avoir obtenu la présentation au peuple français par référendum du RIC, du recul des privilèges d'État et de la baisse des prélèvements obligatoires. », voir Mediapart, 19 janvier 2019, <<https://static.mediapart.fr/files/2019/01/19/communiquedejeudepaumegiletsjaunes1.pdf>>. Stathis Kouvelakis est un des rares à l'avoir signalé dans un texte apportant un soutien critique et nuancé au mouvement des « gilets jaunes », démarche peu courante dans la gauche radicale : « Gilets jaunes, l'urgence de l'acte », revue *Contretemps* web, 21 janvier 2019, <<https://www.contretemps.eu/gilets-jaunes-urgence-acte-kouvelakis/>>.

³² Voir le politiste Luc Rouban, « Les "gilets jaunes", une transition populiste de droite », site The Conversation, 28 janvier 2019, <<https://theconversation.com/les-gilets-jaunes-une-transition-populiste-de-droite-110612>>.

³³ E. Plenel, « "La Victoire des vaincus" : un livre à propos des gilets jaunes », Mediapart, 6 mars 2019, <<https://blogs.mediapart.fr/edwy-plenel/blog/060319/la-victoire-des-vaincus-un-livre-propos-des-gilets-jaunes>>.

³⁴ « Nous sommes tou.te.s des gilets jaunes », Mediapart, 4 février 2019, <<https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/040219/nous-sommes-tou-te-s-des-gilets-jaunes>>.

images essentialisantes, en positif, du « Peuple » comme un reflet inversé du racisme de classe présent dans les milieux dominants, mais n'évitant toutefois pas toujours, non plus, une condescendance paternaliste analogue à celle des dominants³⁵...

7. La gauche radicale française des années 1990 n'est plus en mesure de relancer le pari de l'émancipation sociale en ce début de XXI^e siècle. Un parti aujourd'hui marginalisé comme le NPA, qui a soulevé des espoirs lors de sa création en 2009, n'a guère conscience des dangers confusionnistes. Attac et la Fondation Copernic, associations dotées d'un horizon global et créées avec comme axe principal la lutte contre le néolibéralisme et la mondialisation capitaliste, n'ont pas saisi que les critiques ultra-conservatrices et confusionnistes du néolibéralisme et de la mondialisation les ont largement dépassé sur internet et sur les réseaux sociaux, tout en ayant conquis des positions dans la presse de droite (FigaroVox, *Valeurs actuelles*...). N'ayant pas cherché à reformuler leurs logiciels à l'aune des risques et des enjeux pour l'émancipation, leur utilité politique ne va plus de soi. À terme, si les domaines du confusionnisme s'étendent encore, leur existence pourrait même devenir contre-productive. Comme d'autres secteurs de la gauche radicale, ces deux associations apparaissent souvent adossées implicitement à une politique quasi-théologique du Mal. La focalisation sur un Mal supposé principal (« le néolibéralisme »), parfois omniprésent et omniscient, dans des schémas à pentes conspirationnistes (« les lobbys », « Davos », « les médias »...), agissant à travers des figures personnalisées (« Sarkozy », « Hollande », « Macron »...), les empêche de se coltiner politiquement une pluralité de maux, d'intensité et de dangerosité variables, ayant seulement des interactions et des intersections entre eux (le néolibéralisme, mais aussi les risques écologiques, l'extrême droitisation, l'islamophobie, l'antisémitisme, les islamo-conservatismes, les violences sexistes...). Sortir de cet âge encore quasi-théologique de la politique supposerait une véritable révolution intellectuelle. La France insoumise, quant à elle, constitue déjà un objet politique qui ne correspond plus que partiellement à la gauche radicale des années 1990, car, affectée par son mode d'organisation nationale césariste, par les ambiguïtés du thème du « populisme de gauche » et par les zones confusionnistes entretenues par ses dirigeants, elle se présente comme une mutation génétique à partir de la gauche radicale.

Il faudrait alors réinventer une *gauche d'émancipation* sur les décombres de la gauche radicale des années 1990. L'émancipation ne peut plus être aujourd'hui simplement républicaine et/ou socialiste. Elle appelle une configuration post-républicaine et post-socialiste (et donc avec des composantes républicaines-démocratiques et socialistes-anticapitalistes) bariolée : cosmopolitique, de classe, écologiste, féministe, décoloniale, queer, intersectionnelle, pluriculturelle et laïque, soucieuse des individualités, promouvant des identités individuelles et collectives plurielles, métissées et ouvertes, expérimentant des dispositifs radicalement démocratiques où des formes inévitables, mais limitées et contrôlées, de délégation verticale sont contrebalancées par le déploiement de rapports horizontaux. Les militants et les sympathisants des organisations de la gauche radicale sont vraisemblablement une partie de la solution, mais ces organisations sont également une partie du problème. Même chose pour les « gilets jaunes ». Le principal pourrait

³⁵ Voir les critiques intéressantes du collectif libertaire Athéné Nyctalope : « Gilets jaunes : derrière l'accusation de "mépris de classe", la condescendance de classe », site Paris-luttes.info, 7 décembre 2018, <<https://paris-luttes.info/gilets-jaunes-derriere-l-11222>>.

venir d'initiatives associatives localisées, de *groupes pour l'émancipation*, s'efforçant de trouver des convergences. Il y a un vivier de potentialités de ce point de vue dans ce que j'appelle *la gauche mélancolique*, c'est-à-dire des personnes se reconnaissant encore dans « le peuple de gauche » mais non-militantes et en attente de quelque chose de réellement renouvelé. Cependant, en histoire rien n'est inéluctable et la question de l'émancipation sociale pourrait se voir marginalisée pour longtemps...

Revue *Lignes*, n° 59, mai 2019 (en librairie le 17 mai 2019), 248 pages, 20 euros

**GILETS JAUNES :
UNE QUERELLE DES INTERPRÉTATIONS**

Jacob Rogozinski & Michel Surya, *Présentation*
Sophie Wahnich, *Intelligibilité des Gilets jaunes : lanterne magique ou cinéma ?*
Jacob Rogozinski, *Démocratie sauvage*
Alain Badiou, *Leçons du mouvement des « Gilets jaunes »*
Jérôme Lèbre, *Le pavillon jaune. Résistances locales contre symbolique nationale*
Philippe Corcuff, *7 thèses pour en finir avec la gauche radicale en France*
Jacques Brou, *Faire peur, faire pire, faire taire*
Chloé Mareste, *Du discrédit (Fragments d'un journal)*
Éric Clémens, *L(a ré-)invention d'une démocratie horizontale*
Gérard Bras, *Expériences plébéiennes et demandes démocratiques*
Judith Balso, *De quelle couleur le temps qui vient avec les « Gilets jaunes » ?*
Yves Dupeux, *Le peuple des « Gilets jaunes »*
Guillaume Wagner, « *Qu'est-ce qu'on attend* »
Franck Fischbach, *Le peuple social ou le retour du populaire*
Christiane Vollaire, *L'espace des écarts*
Jean-Philippe Milet, *Des Gilets jaunes. Onglets pour une entente politique*
Arnaud Tomès, *Les Gilets jaunes, le populisme et la démocratie*
Bernard Noël, *Du contre-pouvoir*

Silmiya, *Cher « Lignes ». Lettre*